

Proche-Orient

« La mort de Sinouar ne va pas marquer la fin de cette guerre »

Si une déclaration du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu laisse entrevoir pour certains une chance de trêve au Proche-Orient après le décès de Yahya Sinouar, chef du Hamas, mercredi, la géopolitologue Carole André-Dessornes nous explique que le gouvernement israélien n'a « aucun intérêt » à arrêter la guerre.

« Yahya Sinouar est mort. Il a été tué à Rafah. Ceci ne veut pas dire la fin de la guerre à Gaza, mais le début de la fin. » Le message de Benjamin Netanyahu dans la nuit de jeudi à vendredi, après la confirmation du décès du chef du Hamas, a été perçu à l'international comme une possible chance sinon de cesser le conflit dans la région, mais au moins d'obtenir un cessez-le-feu.

La déclaration de Benjamin Netanyahu est assez vague, comment la comprendre ?

« Yahya Sinouar était l'homme à abattre, mais sa mort n'est devenue qu'une étape, importante certes, dans la guerre. Cette déclaration montre que Benjamin Netanyahu n'a aucune envie de stopper les bombardements à Gaza, ni au Liban. La mort de Sinouar ne va pas marquer la fin de cette guerre, c'est évident. Le gouvernement n'a aucun intérêt à l'arrêter. »

Dans quelle logique se trouve le gouvernement israélien ?

« Il y a très clairement une volonté de contrôler et d'annexer une partie de Gaza. L'extrême droite n'a jamais caché son envie d'y installer des colonies, tout comme en Cisjordanie, dont on parle peu. Il ne faut pas oublier que ce gouvernement est très clivant en Israël. Pour Benjamin Netanyahu, c'est une fuite en avant. Prolonger cette guerre, c'est la garantie de rester au pouvoir et de sauver sa peau politiquement. L'élimi-



Des soldats israéliens près du site où le chef du Hamas Yahya Sinouar a été tué mercredi, dans le sud de la bande de Gaza. Photo Sipa/Chine nouvelle

nation de Sinouar, l'architecte du massacre du 7 octobre, redore son blason, surtout auprès de l'extrême droite et de la population. »

Selon le Premier ministre israélien, « l'axe de la terreur » de l'Iran « s'effondre ».

Est-ce vraiment le cas ?

« L'influence de l'Iran dans cette région est considérablement affaiblie, mais je ne serais pas aussi catégorique. En revanche le pouvoir iranien traverse une très grave crise. L'Iran ne veut pas d'un affrontement direct avec Israël : il n'a pas la capacité à mener une guerre frontale et il la perdrait, car les États-Unis s'en mêleraient. Cependant, on parle d'une partie des Gardiens de la Révolution qui sont prêts à aller jusqu'au bout, même si c'est au prix du sacrifice de la population. »

Beaucoup de politiques et l'ONU estiment que Benjamin Netanyahu « n'écoute personne ».

Est-ce le cas ?

« Benjamin Netanyahu n'écoute personne parce qu'en fait, il n'y a pas de réelle volonté

de mettre fin à tout cela. Les États-Unis sont à mon sens la seule puissance capable de stopper cette politique, mais ils ne font pas de pressions diplomatiques, hormis quelques déclarations. Les pays, dont la France, qui souhaitent au moins une trêve n'ont aucun levier de pression. »

L'ONU montre-t-elle ses limites ?

« Le problème, ce n'est pas l'ONU mais les pays membres qui ne jouent pas le jeu, notamment au sein du Conseil de sécurité. En fait, ce n'est pas l'ONU qu'il faut décrédibiliser, c'est la scène internationale. Il y a beaucoup de pays qui demeurent silencieux, notamment les pays arabes... Tant que les cibles visées par Israël, officiellement, sont le Hamas et le Hezbollah, aucun pays arabe ne va vraiment se prononcer. »

Peut-il encore y avoir une issue diplomatique ?

« Il ne faut pas l'écartier ni l'enterrer trop vite. Même s'il faut pour cela l'appui des États-Unis. Et ils sont concentrés sur la présidentielle... »

Propos recueillis par Ulla Majoubé

Les infos en ► Le conflit en bref

● Pas de cessez-le-feu, pas d'otages, selon le Hamas

Malgré la mort de son chef, Yahya Sinouar, le Hamas a affirmé vendredi que ce décès « renforcerait » le mouvement et que les otages retenus dans le territoire palestinien ne seraient pas libérés avant « l'arrêt de l'agression contre Gaza ». Le chef d'état-major de l'armée israélienne a assuré que la guerre « ne s'arrêterait pas » avant la capture de tous les auteurs de l'attaque et le retour de « tous les otages ».

● Alerte sur « l'enfer » que subit un million d'enfants

Plus d'un an après le début de la guerre, « Gaza est l'incarnation réelle de l'enfer sur terre pour son million d'enfants. La situation s'aggrave de jour en jour au fur et à mesure que nous constatons l'impact horrible des frappes aériennes et des opérations militaires », a déclaré vendredi le porte-parole de l'Unicef, James Elder.



L'éditorial

de Franck Buchy

Une guerre sans fin

La mort du chef du Hamas, tué par Tsaahal dans le sud de Gaza, suscite les espoirs d'une communauté internationale désemparée qui n'a pas d'autre choix que d'y voir un tournant dans la guerre qu'Israël mène contre les islamistes palestiniens depuis plus d'un an. Plusieurs dirigeants occidentaux ont estimé que la disparition de Yahya Sinouar pouvait ouvrir « un chemin vers la paix », selon l'expression de Joe Biden, à savoir un cessez-le-feu et un accord sur la libération des 101 otages israéliens qui sont toujours détenus par le Hamas à Gaza.

Si le conflit au Proche-Orient nous a appris quelque chose, c'est bien que la tranquillité apparente et les batailles gagnées ne peuvent être annonciatrices de lendemains pacifiques. L'élimination du trio du Hamas à l'origine du massacre du 7 octobre et de l'état-major de la milice libanaise du Hezbollah répond à une logique propre à l'État hébreu qui est aujourd'hui celle de la légitime défense, de la vengeance et de la guerre préventive, et non celle de la paix.

Au moment où le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu indiquait que la mort de Yahya Sinouar ne voulait pas dire la fin de la guerre à Gaza mais seulement « le début de la fin », l'ancien chef du Hamas était érigé en « martyr » et considéré comme une « source d'inspiration » de la bande de Gaza à Téhéran en passant par les rebelles houthis du Yémen et les combattants du Hezbollah. Chaque réussite d'Israël étend et renforce la détermination de « l'axe de la résistance » porté par l'Iran et ses auxiliaires régionaux.

Les réactions occidentales à la mort de Yahya Sinouar relèvent davantage de l'incantation que de la diplomatie. Benjamin Netanyahu a tout l'air de s'être affranchi de la prévention des États-Unis et de leurs alliés. Il conduit, seul, une guerre sur trois fronts (Gaza, Liban, Cisjordanie) dont les conséquences régionales apparaissent autrement plus désastreuses que les gains obtenus dans sa lutte contre le Hamas et le Hezbollah. La paix ne peut surgir de l'apocalypse.

Pologne

Une prochaine loi pour légaliser les unions civiles

Le gouvernement polonais a présenté vendredi un projet de loi visant à légaliser les unions civiles (l'équivalent des Pacs en France). Promise par le Premier ministre Donald Tusk, cette mesure est attendue depuis longtemps, notamment par les couples de même sexe, dans ce pays de tradition catholique.

Le texte doit désormais être soumis à des consultations interministérielles et aux partenaires sociaux, avant d'être adopté par le gouvernement et envoyé au Parlement. Pour entrer en vigueur, il devra être voté par le Parlement et signé

par le président catholique conservateur Andrzej Duda.

« Il s'agit d'un nouveau chapitre dans la longue marche vers l'égalité », a souligné dans un communiqué la ministre polonaise à l'Égalité Katarzyna Kotula, qui a préparé le texte, qualifiant ce moment « d'historique » et saluant le « travail de longue haleine de nombreuses organisations LGBT ». La législation actuelle n'autorise que des mariages hétérosexuels, bien que la justice européenne ait condamné Varsovie pour ne pas avoir reconnu et protégé les couples de même sexe.

Allemagne

Une politique migratoire qui se durcit un peu plus

Un mois après avoir étendu les contrôles à toutes ses frontières – pour « faire reculer l'immigration illégale » –, les députés allemands ont à nouveau durci la politique migratoire outre-Rhin.

Vendredi, ils ont adopté un projet de loi prévoyant notamment la suppression des aides pour les demandeurs d'asile entrés d'abord dans un autre pays de l'Union européenne, une expulsion facilitée pour les réfugiés ayant fait usage d'armes, ou encore des pouvoirs supplémentaires pour les forces de l'ordre.

« Améliorer la sécurité intérieure et le système d'asile »

Ce texte – qui reste à être validé vendredi par la chambre haute du Parlement – doit per-

mettre d'« améliorer la sécurité intérieure et le système d'asile » mais aussi « la lutte contre le terrorisme », a affirmé la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser. Sous la pression de l'aile gauche de son propre parti, la ministre sociale-démocrate a dû néanmoins atténuer une mesure phare : une suppression complète de l'aide pour les demandeurs d'asile entrés dans un autre pays de l'UE ne sera ainsi possible que si le renvoi des demandeurs d'asile dans ce pays tiers « est juridiquement et effectivement possible ». Elle est également exclue dans le cas où des enfants seraient concernés.

Le vote de ce projet de loi est intervenu en parallèle d'un sommet de l'Union européenne, où les dirigeants des 27 ont haussé le ton contre l'immigration irrégulière.

Guerre en Ukraine

À Berlin, les alliés aux côtés de Kiev

En déplacement à Berlin, Joe Biden a appelé vendredi à « ne pas relâcher » le soutien à l'Ukraine – position soutenue par Emmanuel Macron, le Britannique Keir Starmer et l'Allemand Olaf Scholz. Sur la ligne de front, c'est l'inquiétude, car la Corée du Nord a décidé d'envoyer des « troupes en nombre » pour soutenir la Russie.

Le soutien des alliés de l'Otan doit être maintenu jusqu'à ce que l'Ukraine obtienne « une paix juste et durable ». C'est ce sur quoi Joe Biden a insisté vendredi lors d'un déplacement éclair à Berlin, à moins de trois semaines du dénouement de la course à la Maison Blanche qui pourrait voir l'aide à l'Ukraine affaiblie en cas de victoire du républicain Donald Trump.

Ce soutien que Biden appelle « à ne pas relâcher » faisait d'ailleurs l'objet d'une réunion

au sommet entre le président américain, son homologue français, Emmanuel Macron, le chancelier allemand Olaf Scholz et le Premier ministre britannique Keir Starmer. Tous ont affirmé leur « détermination » à l'issue de la réunion.

Car à un millier de kilomètres de là, du côté de l'Ukraine, l'armée recule sur le front oriental et subit les bombardements incessants de l'artillerie russe, en particulier sur ses infrastructures critiques.

« 1 500 militaires nord-coréens s'entraînent déjà »

Mais c'est un autre sujet qui a suscité l'inquiétude de Kiev vendredi. Le renseignement sud-coréen a affirmé que son voisin du nord a décidé d'envoyer des « troupes en nombre » pour soutenir la Russie dans ce conflit, et que 1 500 militaires nord-coréens s'entraînent déjà dans l'Extrême-



Keir Starmer, Joe Biden, Olaf Scholz et Emmanuel Macron se sont entretenus vendredi à Berlin. Photo Sipa/Markus Schreiber

Orient russe. « Il s'agirait d'un fait nouveau extrêmement préoccupant et extrêmement grave », a réagi le ministère français des Affaires étrangères.

Selon le Premier ministre britannique Keir Starmer, elle traduirait surtout « le niveau de désespoir » d'une « Russie

en train de s'affaiblir ». Et de répéter que les alliés restaient « absolument résolus » à soutenir Kiev. De son côté, Olaf Scholz a dit veiller « à ce que l'Otan ne devienne pas un belligérant de la guerre, afin d'éviter qu'elle ne se transforme en une catastrophe encore plus grande ».